

Discours de la Commissaire Gabriel à l'occasion de l'ouverture du Forum du Film Européen, Berlinale 2018

Chers Membres du Parlement européen, Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis de pouvoir m'adresser à vous dans le contexte bouillonnant et fécond de la *Berlinale*.

En participant à cette 68^{ème} édition du Festival International de Berlin, je ne peux m'empêcher de souligner l'immense contribution de la Berlinale au cinéma européen et mondial.

Rappelons-nous que cette aventure a débuté avec *Rebecca*, qui fit l'ouverture de la première édition en 1951, – avec beaucoup de flair, puisque c'est le seul film d'Alfred Hitchcock qui a obtenu un Oscar. Depuis lors, la Berlinale est devenue le festival le plus populaire avec près d'un demi-million d'admissions et son *Goldener Bär* est devenu une icône du cinéma, récompensant les plus grands réalisateurs : Bergman, Cassavetes, Clouzot, Altman, Costa Gravas, Miyazaki et bien d'autres.

Je ne peux également m'empêcher de penser au contexte historique du lancement de la Berlinale, dont la vocation était d'être une "vitrine du monde libre", en pleine guerre froide.

Plus que tout autre, ce festival a été au cœur des débats politiques et un révélateur des tensions qui ont traversé nos sociétés durant ces 60 dernières années, que ce soit la guerre froide et son stigmate du mur de Berlin, le Maccartisme, la guerre du Vietnam, Mai 68 ou plus récemment la question migratoire, la solitude, ou simplement le besoin d'amour dans nos sociétés souvent individualistes.

Cette correspondance entre le cinéma et la réalité n'a jamais été dépeinte avec autant de brio que par Wim Wenders dans son chef-d'œuvre *Der Himmel über Berlin*.

Je me plais en effet à voir dans l'image de ces anges, immortels et invisibles, qui peuplent Berlin comme des témoins privilégiés de la vie de ses habitants, une allégorie poétique du dialogue continu que le cinéma entretient avec la réalité : à la fois regard perçant et bienveillant, mais aussi volonté de s'impliquer et de peser dans la « vraie vie ». Le cinéma, c'est l'ange qui choisit de renoncer à son existence protégée, immortelle, en noir et blanc, et se confronte aux joies et aux souffrances de la condition humaine. Il saigne, tréssaille, voit en couleurs, goûte, boit, touche, expérimentant, par là-même, les émotions humaines.

Ce dialogue nous transforme tous, hommes et femmes, adultes et enfants, hommes politiques, ouvriers, agriculteurs, codeurs ou chômeurs. Qu'ils

s'approprient la fiction ou le réel, les films nous touchent en plein cœur par le ballet des émotions qu'ils mettent en scène, que ce soient la passion, la détresse, la peur ou encore le bonheur.

En révélant nos maladies de sociétés, nos peurs, mais aussi nos joies, nos succès, nos espérances et en montrant ce qu'il y a d'universel en chacun de nos destins, les films nous aident aussi à mieux vivre ensemble, à construire une communauté fondée sur des valeurs et un héritage communs.

L'importance du cinéma pour l'Europe d'aujourd'hui

Ce ciment est vital pour nos sociétés européennes aujourd'hui plus que jamais, alors que nous traversons une révolution technologique qui bouleverse tout.

C'est l'une des raisons pour lesquelles, en tant que Commissaire responsable de l'Economie et de la Société numériques, j'accorde une dimension singulière, et chère à mon cœur, à la politique européenne dans le domaine des médias et au soutien au secteur audiovisuel et à ses créations.

Ma conviction est simple : nous ne pourrions surmonter les défis politiques et sociétaux auxquels nous sommes confrontés en Europe sans une production cinématographique riche, libre et diverse.

Et pour le faire, nous pouvons construire sur des bases solides.

D'abord l'Europe a le vent en poupe. Comme le mentionnait le Président Juncker en septembre dernier, la croissance économique repart et la confiance est de retour, après plusieurs années de crise. Ce revirement concerne aussi l'industrie audiovisuelle. Durant ces années tumultueuses, les secteurs culturels et créatifs ont en effet montré une résilience forte et une capacité à créer des emplois et de la valeur.

Ensuite, nous pouvons compter sur une prise de conscience chez nos dirigeants, quant à la nécessité de renforcer la production culturelle européenne par des politiques ambitieuses, qu'elles soient budgétaires ou réglementaires.

Lors du sommet de Göteborg en Novembre 2017, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont ainsi tous souligné l'importance d'exploiter le plein potentiel de la culture comme un levier de création d'emploi, de croissance économique, et de justice sociale, mais aussi comme un moyen de vivre et d'expérimenter notre identité européenne dans toute sa diversité.

Cette prise de conscience est fondamentale, car elle inscrit la problématique culturelle non seulement dans le champ économique mais aussi dans celui, plus large, de la résilience de nos sociétés et de nos valeurs.

Elle porte aussi l'exigence d'action. De nombreuses actions concrètes ont été lancées par la Commission européenne et je souhaite m'arrêter sur trois chantiers qui sont au cœur mes priorités :

1. L'avenir des financements du programme MEDIA ;

2. La stratégie #Digital4Culture dont l'objectif est de faire de la révolution numérique un atout pour le secteur audiovisuel ;
3. La modernisation de l'environnement réglementaire pour favoriser la création dans un marché unique numérique

MEDIA: un programme pour plus de compétitivité et de diversité

La double fonction, culturelle et économique, de l'industrie audiovisuelle, ainsi que son importance pour notre identité et nos valeurs communes, se reflètent parfaitement dans le programme MEDIA.

MEDIA a pour rôle de renforcer la compétitivité du secteur audiovisuel européen, tout en contribuant à la diversité culturelle. Ce double objectif sert l'ouverture de nos sociétés et nourrit le combat contre l'intolérance, les iniquités et le racisme.

Le succès de MEDIA a été constant depuis sa création. Au cours des 26 dernières années, le programme Media a investi 2,4 milliards dans le secteur audiovisuel européen. Chaque année, MEDIA soutient environ 2 000 projets européens dont des films, des séries télévisées, des jeux vidéo, des programmes de formation, des cinémas et bien plus encore.

Lors de cette Berlinale, il a financé 18 films dont six sont en compétition pour les Ours d'Or et d'Argent, comme *3 Days in Quiberon*, par la réalisatrice allemande Emily Atef, ou *Figlia mia*, le film de la cinéaste italienne Laura Bispuri.

Comme vous le savez, nous conduisons de front deux chantiers : une évaluation du programme actuel et la préparation du futur programme pour l'après-2020, dans le cadre des perspectives financières pluriannuelles de l'Union.

J'envisage le futur de MEDIA comme une évolution du programme actuel, en gardant le cap de la diversité culturelle et de la compétitivité.

Je tiens à répéter combien il m'importe que cet exercice soit ouvert aux suggestions du plus grand nombre, tant des professionnels du secteur que vous êtes, que des citoyens soucieux d'y participer.

La Commission européenne a ainsi lancé une série de consultations publiques, invitant les participants à faire part de leurs points de vue quant à l'avenir des programmes européens. J'attire en particulier votre attention sur la "*Consultation publique sur les Fonds de l'UE dans le domaine des valeurs et de la mobilité*" qui est ouverte jusqu'au 8 mars 2018.

Je vous invite vivement à y prendre part car vos commentaires et suggestions seront précieux pour s'assurer que les moyens mis à disposition dans le futur soient à la hauteur des défis du secteur audiovisuel.

De l'initiative #Digital4Culture

Mon deuxième axe concerne la stratégie, l'initiative #Digital4Culture. L'essence même de cette initiative que je porte personnellement est d'associer Culture et Numérique, de telle sorte que le potentiel numérique

vienne renforcer l'effet positif de la culture sur l'économie et la société. Cette stratégie est une occasion unique de prouver que le numérique n'est pas un vecteur de pessimisme ou de méfiance, mais qu'il est une source d'unité, d'optimisme et de prospérité.

Cette stratégie s'articule autour de six principaux piliers :

1) Le premier pilier consiste à "garantir un accès élargi et plus démocratique à la culture" via des actions destinées à accroître l'audience des contenus européens.

Un élément central de ce pilier consiste à lancer un répertoire de films européens en ligne, associé à un moteur de recherche. Mon objectif est de lancer un prototype avant la fin de l'année 2018, qui est l'Année européenne du patrimoine culturel. Pour ce faire, je vais organiser une série de rencontres avec les parties prenantes du secteur pour rassembler le plus grand nombre d'acteurs et mobiliser le plus d'énergie possible. La première table ronde est organisée aujourd'hui même à Berlin.

Dans un premier temps, un tel outil permettrait aux professionnels d'identifier les pays dans lesquels les films sont exploités et accessibles, ouvrant par là-même, une réflexion sur les possibilités d'accès en ligne, tant dans les Etats où les films sont exploités et disponibles, que dans les Etats où ils ne seraient pas exploités.

Dans un second temps, ce répertoire pourrait être ouvert au public, dans le but de faciliter l'accès aux œuvres cinématographiques européennes en ligne, depuis n'importe quel territoire.

2) Le but du deuxième pilier est de "Promouvoir, commercialiser et valoriser le patrimoine culturel". Cela pourrait prendre la forme, dans le secteur audiovisuel, d'une semaine européenne du film, qui mettrait à l'honneur des films issus du patrimoine européen, qui seraient mis à disposition, dans les écoles dans toute l'Europe.

3) Le troisième pilier est dédié aux "production et distribution numériques à l'ère de la convergence". Il s'agit d'expérimenter de nouveaux types de narration en réalité virtuelle, l'utilisation de données massives ou bien de lancer des projets favorisant l'émergence de modèles innovants de distribution de contenus.

4) Le quatrième pilier, "Valorisation des talents et des compétences" pourrait prévoir de nouveaux programmes de mentorat associant des professionnels jeunes et expérimentés. De telles expérimentations seront mises en place dès 2019.

5) Le cinquième pilier, "Accès au financement", vise à créer un instrument financier, réunissant des financements publics et privés. Un tel outil aurait pour but d'aider les sociétés audiovisuelles européennes dans le développement de projets à grande échelle. Il s'appuierait, naturellement, sur les succès du mécanisme européen de Garantie Financière dédiée aux secteurs culturels et créatifs.

6) Enfin, le sixième pilier concerne la Coopération internationale et l'influence de l'Union en renforçant les synergies avec les politiques de coopération et de développement dans le domaine de l'audiovisuel.

Un environnement réglementaire propice à la création dans un marché unique numérique

Pour favoriser la création audio-visuelle dans le cadre d'un marché unique numérique européen, la Commission a également actionné le levier législatif avec plusieurs propositions ambitieuses.

Il s'agit d'abord de la réforme du droit d'auteur et de sa modernisation au regard des innovations technologiques actuelles.

Comme l'a résumé le Président Juncker en 2016: *"Je veux que les journalistes, les éditeurs et les auteurs soient payés équitablement pour leur travail, que ce soit dans des studios ou des salons, qu'ils soient diffusés hors ligne ou en ligne, qu'ils soient publiés ou commercialement sur le web"*.

Par cette proposition, nous souhaitons notamment renforcer la position des titulaires de droits dans leurs négociations avec les plateformes en ligne et leur permettre ainsi d'être mieux rémunérés pour l'utilisation de leurs contenus créatifs qui profitent largement à ces plateformes.

La proposition de la Commission prévoit que les services en ligne donnant accès à une quantité très importante de contenus protégés prennent des mesures, notamment d'identification proactives de contenu, qui permettront aux détenteurs de droits de décider si et à quelles conditions leur contenu peut être distribué sur ces plateformes.

La proposition de directive est en discussion au Conseil des ministres de l'Union Européenne et au Parlement européen. Ces institutions n'ont pas encore consolidé leurs positions. Nous attendons que leurs positions soient rapidement adoptées afin que les négociations puissent avancer au plus vite car il y a urgence.

Le deuxième projet qui me tient à cœur concerne la Directive sur les Services de Médias Audiovisuels qui est en cours de révision.

Cette révision vise à mieux lutter contre les contenus illégaux violents et d'appel à la haine, à responsabiliser les plateformes de partage de vidéos notamment pour protéger les mineurs en ligne.

Notre proposition prévoit aussi de renforcer le développement de la créativité européenne en obligeant les fournisseurs de services à la demande de garantir une part plus grande de contenus européens dans leurs catalogues et en permettant aux Etats membres de les faire contribuer financièrement à la production d'œuvres européennes.

Les négociations interinstitutionnelles sont en cours et j'espère des progrès en vue d'une finalisation rapide.

Tout au long de ces négociations, tant sur le droit d'auteur que sur la

directive “services médias audiovisuels”, vous pourrez compter sur moi pour faire en sorte que l’ambition du texte législatif final soit à la hauteur de la proposition initiale et des objectifs de la Commission.

Conclusion

J’aimerais conclure en citant l’illustre prix Nobel de littérature, Albert Camus, qui écrivait jadis: *“Sans la culture, et la liberté relative qu’elle suppose, la société, même parfaite, n’est qu’une jungle. C’est pourquoi toute création authentique est un don à l’avenir.”*

Aujourd’hui peut être encore plus qu’hier, personne ne souhaite que l’Europe devienne une jungle. Ce “don d’avenir” pour l’Europe, c’est un cinéma et une création culturelle qui nous aident à mieux vivre ensemble, à mieux comprendre nos attentes et nos différends, bref, à être des sociétés qui n’ont pas peur de leurs peurs.

L’actualité nous montre quotidiennement l’ampleur de la tâche face aux malaises qui traversent toute l’Europe et qui se traduisent par la montée du populisme et du nationalisme, les tentations de repli sur soi, ou encore la réalité effrayante de tentatives d’une reprise de contrôle de la création artistique par le politique.

Pour faire face à ces défis, nous avons encore besoin de la Berlinale comme d’une vitrine. Certes, non plus d’une “vitrine du monde libre”, mais d’une vitrine des valeurs de l’Europe, des valeurs de la démocratie, de l’Etat de droit, de la liberté, du respect de la dignité de l’Homme et de la nécessité de mettre toujours l’Homme au centre de nos politiques.

Bien évidemment la culture et le cinéma ne constitueront pas une réponse définitive aux maux actuels : mais ils peuvent faire partie de la solution, en garantissant à chaque Européen l’accès à une offre culturelle diversifiée et à une meilleure connaissance de la culture des autres nations européennes.

A travers les actions que je vous ai décrites, – notamment la défense du droit d’auteur, le programme MEDIA et la stratégie #Digital4Culture – la Commission européenne assume pleinement sa part de la responsabilité qui nous incombe à tous ici présents, pour défendre ces valeurs et la liberté sous toutes ses formes.

A cet égard, vous pourrez compter sur moi dans mes fonctions de Commissaire européen, pour œuvrer sans relâche en faveur du métier de créateur que vous exercez avec passion et panache, et qui est si précieux à notre avenir commun.

December 2017 compared with November 2017-Production in construction up by 0.1% in euro area -Up by 0.6% in EU28

In December 2017 compared with November 2017, seasonally adjusted production in the construction sector increased by 0.1% in the **euro area** (EA19) and by 0.6% in the **EU28**, according to first estimates from **Eurostat, the statistical office of the European Union**. In November 2017, production in construction grew by 0.2% in the **euro area** and by 0.5% in the **EU28**.

[Full text available on EUROSTAT website](#)

Daily News 19 / 02 / 2018

Preparation of the Eurogroup and ECOFIN meetings, 19-20 February 2018

Vice-President **Dombrovskis** and Commissioner **Moscovici** will represent the European Commission at today's Eurogroup and tomorrow's ECOFIN meeting. Today, the ministers will take stock of progress made with the implementation of the remaining prior actions of the third review of the stability support programme for Greece. The Eurogroup will be debriefed on the post-programme surveillance mission to Ireland. The ministers will hold two discussions on the deepening of EMU: on the future of the ESM and the way forward on the Banking Union. The latter debate will take place in the inclusive format. Commissioner **Moscovici** will participate in the press conference following the meeting. On Tuesday, the Council will exchange views on the EU's approach towards sustainable finance, following the recent recommendations by the High-Level Expert Group established by the Commission. Later in March, the Commission is due to present its Action Plan for a financial system that supports sustainable investments. Ministers will also discuss issues related to the **EU budget**, namely the budgetary discharge for 2016 and guidelines for negotiations on the budget for 2019. The Council is expected to issue a recommendation on the nomination of a new vice-president of the **European Central Bank**. Vice-President **Dombrovskis** will participate in the press conference following the ECOFIN. *(For more information: Johannes Bahrke – Tel.: +32 229 58615; Vanessa Mock – Tel.: +32 229 56194; Annikky Lamp – Tel.: +32 229 56151; Enda McNamara – Tel.: +32 229 64976, Letizia Lupini – Tel.: +32 229 51958; Patrick McCullough – Tel.: +32 229 87183)*

Key railway connection between Romania and Hungary modernised with Cohesion Policy funds

€1.3 billion from the [Cohesion Fund](#) is invested in the modernisation of the rail corridor from the town of Curtici, on the border between Romania and Hungary, and Constanța, by the Black sea. Works will focus on significantly increasing speed and safety on the section between Curtici and the town of Simeria, upgrading 13 train stations on the line, improving signalling and passenger information systems and building adjacent infrastructure such as bridges and tunnels. Commissioner for Regional policy Corina **Crețu** said: *“Each euro from the EU budget invested in this railway enhances territorial cohesion and economic competitiveness in Romania, further connects the country with Hungary and the rest of Europe and ensures clean, fast and safe mobility. That’s a project with 65% EU co-financing and 100% EU value added.”* The railway connection, part of the [Orient-East Med](#) and [Rhine-Danube](#) corridors of the Trans-European Transport Network ([TEN-T](#)), crosses Romania from West to East. Several sections on the railway have been or are currently being financed with other EU funds, such as the Connecting Europe Facility ([CEF](#)) and European Investment Bank ([EIB](#)) funding. *(For more information: Johannes Bahrke – Tel.: +32 229 58615; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)*

Publication of latest agri-food trade figures: EU agri-food exports are holding strong

The value of EU agri-food exports reached €137.9 billion in 2017, corresponding to a sustained increase by 5.1% in value terms compared to 2016. Published today by the European Commission, the [latest monthly trade report](#) details the export values for different sectors and origin. Major gains in annual values have been achieved in agri-food exports to the USA (+6%), Russia (+16%) and several Asian markets: Japan (+11%), China (+5%), Hong Kong (+10%) and South Korea (+13%). The sectors of wine, pet food and spirits and liqueurs performed very well in terms of exports over the last 12 months. On the other hand, wheat and other cereals and pig meat exports decreased. EU agri-food imports also increased but at a slower pace than exports meaning that the trade balance for agri-food products remains positive with an export surplus at €20.5 billion. The full report is [online](#). *(For more information: Daniel Rosario – Tel.: +32 229 56185; Clémence Robin – Tel: +32 229 52509)*

La Commission approuve une nouvelle appellation d’origine protégée pour un vin de Hongrie

La Commission européenne a approuvé la demande d’inscription des vins hongrois [“Monor, Monori”](#) dans le registre des appellations d’origine protégées (AOP). Les vins produits sous l’appellation “Monor, Monori” peuvent être blancs, rosés ou rouges. Les blancs et rosés sont vifs et frais avec des arômes floraux tandis que les rouges ont plutôt des arômes de fruits ou épices. Ils sont issus de différents cépages de variétés internationales et traditionnelles hongroises, tels que le Cabernet franc, le Kékfrankos, le Chardonnay ou le Hárslevelű, tous cultivés autour de la ville de Monor dans le centre du pays. La région se prête bien à la culture de la vigne. Les

températures varient en fonction de la saison, mais jamais de manière extrême. La production de raisin dans la zone délimitée a commencé au XVe siècle, lorsque des vignes ont été plantées après le défrichage de vastes zones boisées. Cette nouvelle appellation va rejoindre plus de 1755 vins déjà protégés dont la liste est disponible dans la base de données [e-bacchus](#). Pour plus d'informations, voir aussi les pages sur la [politique de qualité](#). (pour plus d'information: Daniel Rosario – Tel: +32 2 29 56185; Clémence Robin – Tel: +32 229 52 509)

State aid: Commission approves State financing for Czech Post's universal service obligation

The European Commission has found State support to Czech Post for the provision of the postal universal service obligation in the Czech Republic between 2013 and 2017 to be in line with EU State aid rules. In particular, Czech Post delivers universal postal services throughout the country at affordable prices and at certain minimum quality requirements. Czech Post will be compensated through direct grants from the State budget of a maximum of CZK 2.6 billion (approximately €97.63 million) for the entire period. The Commission assessed the measure under [EU State aid rules on public service compensation](#), which allow companies to be compensated for the extra cost of providing a public service under certain conditions. The rules enables Member States to grant state aid for the provision of public services whilst at the same time making sure that companies entrusted with such services are not overcompensated, which minimises distortions of competition and guarantees an efficient use of public resources. The Commission concluded that the compensation to Czech Post is in line with EU State aid rules. The compensation granted to Czech Post is based on a sound methodology, which ensures that it will not exceed the cost of the public service mission. More information will be available, once potential confidentiality issues have been resolved, in the public [case register](#) on the Commission's [competition](#) website under the case number SA.45281. (For more information: Ricardo Cardoso – Tel.: + 32 229 80100; Yizhou Ren – Tel.: +32 229 94889)

Mergers: Commission clears acquisition of newly created joint venture between HASCO and Magna

The European Commission has approved, under the EU Merger Regulation, the proposed acquisition of joint control over the newly created joint venture HASCO Magna Electric Drive System Co., Ltd (“E-Drive”) by Huayu Automotive Systems Company Ltd. (“HASCO”), both of China, and Magna International Inc. (“Magna”) of Canada. E-Drive Ltd aims to assemble e-motors, gearboxes, inverters and other related parts into an e-drive powertrain system and sell it to original equipment manufacturers. HASCO, controlled by Shanghai Automotive Industry Corporation Group of China, is active in the production and sale of automotive components for a variety of car manufacturers. Magna is active globally in the manufacture and supply of automotive components, including e-drive power train systems. The Commission concluded that the proposed acquisition would raise no competition concerns because of the

negligible actual and foreseen activities of E-Drive in the European Economic Area. The transaction was examined under the simplified merger review procedure. More information is available on the Commission's [competition](#) website, in the public [case register](#) under the case number M.8753. *(For more information: Ricardo Cardoso – Tel.: + 32 229 80100; Yizhou Ren – Tel.: +32 229 94889)*

Eurostat: La production dans le secteur de la construction en hausse de 0,1% dans la zone euro

En décembre 2017 par rapport à novembre 2017, la production dans le secteur de la construction, corrigée des variations saisonnières, a augmenté de 0,1% dans la zone euro (ZE19) et de 0,6% dans l'UE28, selon les premières estimations d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. En novembre 2017, la production dans le secteur de la construction avait progressé de 0,2% dans la zone euro et de 0,5% dans l'UE28. Un communiqué de presse est disponible [ici](#). *(Pour plus d'informations: Lucia Caudet – Tél.: +32 229 56182; Maud Noyan – Tél.: +32 229 80379)*

ANNOUNCEMENTS

Circular Economy Stakeholder Conference: delivering on the circular economy and discussing plans for the future

Tomorrow and Wednesday, the Commission and the European Economic and Social Committee will host in Brussels the third Circular Economy Stakeholder Conference. Organised back-to-back with the [EU Industry Day](#), this stakeholder conference, an initiative of the Juncker Commission, will bring together businesses, local authorities, and citizens to discuss recent initiatives and new areas of action in the transition to a more circular, resource-efficient and low-carbon economy. They will also examine the recently adopted [EU Strategy for Plastics](#) and consider possible actions in this area, such as the on-going work on single use plastics and local initiatives, synergies, partnerships and business cases for more sustainable use of plastics. Participants will also share the first achievements of the [European Circular Economy Stakeholder Platform](#) that was established last year. Commission First Vice-President **Timmermans** will open the conference and highlight the successes and remaining challenges of the transition towards a circular economy; Vice-President **Katainen** will focus on opportunities linked to the international angle of the circular economy; Commissioner **Bieńkowska** will discuss the industrial dimension and Commissioner **Vella** will encourage businesses and public authorities to become “more circular” through ambitious plans and actions. The Commission has already delivered most of the actions presented in its [2015 Action Plan](#) for the Circular Economy and is counting on the support of citizens, stakeholders, the European Parliament and the Council to make a faster move from traditional linear economic models to more

innovative and efficient circular systems of production and consumption. The conference can be followed live [here](#) and the programme is available [here](#).
(Lucía Caudet – Tel.: +32 229 56182; Enrico Brivio – Tel.: +32 229 56172)

Future of EU finances – Commissioner Oettinger meets with Italian Finance Minister Pier Carlo Padoan

Commissioner Günther H. **Oettinger**, in charge of Budget and Human Resources, will meet with Italian Finance Minister Pier Carlo Padoan on Tuesday, 20 February 2018 in Brussels, to discuss the future of EU finances and the next Multi-Annual Financial Framework (#EUBudget). Building on the [Reflection paper on the future of EU finances](#) that Commissioner **Oettinger** presented together with Commissioner **Crețu**, as well as the Communication “A new, modern Multiannual Financial Framework for a EU that delivers efficiently on its priorities post-2020”, the debate has also been taken up by the European Parliament, where two own initiative reports are being prepared. Heads of State or Government are also scheduled to discuss the next Multi-Annual Financial Framework at their informal meeting on 23 February. The Commission launched a series of [public consultations](#) on the priorities of the EU and stakeholders’ views will be taken into account when preparing the next MFF, to be presented in early May 2018 at the latest. As part of this ongoing debate, Commissioner **Oettinger** has invited the Finance Minister of Italy, Pier Carlo Padoan, to share his perspective on the future of EU finances with key stakeholders from the European Parliament and high-ranking Commission officials and representatives from a number of Brussels think tanks. See also a speech “[A Budget Matching our Ambitions](#)” given by Commissioner Günther H. **Oettinger** at the conference “[Shaping our Future](#)” on 8 January 2018. (For more information: Tove Ernst- Tel.: +32 229 86764; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)

[Upcoming events](#) of the European Commission (ex-Top News)

[Indicative Programme – Economic and Financial Affairs Council meeting of 20 February 2018](#)

Your request will be handled by the Press Office of the General Secretariat of the Council in accordance with the provisions of Regulation (EC) No 45/2001 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data by the Community institutions and bodies and on the free movement of such data.

Your data will be stored in the database until you unsubscribe from the

service.

Certain data (name, e-mail address, preferred language, media name, media type) may be disclosed to the press offices of the European institutions, the Permanent Representations of the Member States and to European Union agencies, under the conditions laid down in Articles 7 and 8 of Regulation 45/2001.

If there is data which you would not like to be stored, please let us know at: press.office@consilium.europa.eu

[EIB to announce EUR 69 million new investment in Rwanda](#)

During a high-level visit to Kigali later this week the European Investment Bank is expected to confirm EUR 69 million of new infrastructure and private sector investment in Rwanda. This will include announcement of the EIB's first public sector investment in the country to support construction of the first public sewage system in Rwanda. Once operational the new sewage network will both transform the urban environment in Kigali and further enhance recognition of Rwanda's capital as a green city.

New credit lines to support investment by entrepreneurs and small business across the country will also be unveiled.

The European Investment Bank is the world's largest international public bank owned directly by the 28 EU member states and has operated in Rwanda since 1977.

"The European Investment Bank is a key international financing partner for our country and I welcome new EIB support for public and private investment across Rwanda to be confirmed during their visit to Kigali. This will also provide an opportunity to discuss future investment across a number of sectors in Rwanda by the European Investment Bank." said Claver Gatete, Rwandan Minister of Finance and Economic Planning.

"As the EU Bank the European Investment Bank is committed to supporting transformational investment in both infrastructure and the private sector to improve lives and enhance economic opportunities across Africa. The EIB has significantly increased engagement in Rwanda in recent years and we look forward to strengthened cooperation with Rwanda partners in the years ahead. The visit to Kigali marks the start of a new era of EIB support for public sector investment in Rwanda and enhanced support for private sector investment across the country. My colleagues and I look forward to discussions with Ministers, senior banking and business representatives and international partners to see how to contribute to Rwanda's ambitious Vision

2020 initiative and further enhance EIB activity in Rwanda in the years ahead.” said Maria Shaw-Barragan, EIB Director responsible for lending operations outside Europe ahead of the visit.

“The European Union works closely with Rwandan partners to improve sustainable development reduce poverty and better protect natural resources across the country. The European Investment Bank has an impressive track record improving key services and unlocking private sector investment across Africa. This visit demonstrates the EIB’s firm engagement in Rwanda and East Africa and building on recent increased activity will ensure that the EIB’s unique technical experience and financial expertise can benefit future generations of Rwandans.” said Ambassador Nicola Bellomo, Head of the Delegation of the European Union to Rwanda.

The EIB delegation includes the bank’s director responsible for lending outside Europe, head of public sector operations in Africa, heads of the EIB Regional Representation to East Africa and senior financial experts covering Rwanda. During the two-day visit the EIB will discuss current operations and future activity with the Minister of Finance, representatives of Rwandan banks and international financial institutions and Ambassadors.

Last year the European Investment Bank provided EUR 2.6 billion for new investment across Africa. This included support for agriculture, energy, telecom, transport and water infrastructure, as well as microfinance lending and private sector investment across the continent.